

Une coccinelle de valeur

alimenta s'est entretenu avec Fritz Rothen, directeur d'IP-Suisse, du devenir de l'organisation. Longtemps liée à Migros, elle va à l'avenir aussi livrer ses produits à Coop, qui lui a demandé de reprendre son programme de porcs Coop Naturafarm.

alimenta: Outre la viande de porc, Coop vend désormais aussi de la crème du lait, de la farine, de l'huile de colza et du sucre IP-Suisse.

FRITZ ROTHEN: oui, nous cherchions des possibilités de vendre plus de lait. Il a fallu attendre que Migros s'y mette pour que les choses évoluent. Avec Coop, nous pouvons faire un grand bond en avant.

Avec Coop, vous pouvez passer de 55 à 70 mio

kg de lait en 2020 et visez à terme environ 200 mio. Avez-vous suffisamment de fournisseurs?

Nous devons pouvoir compter sur la logistique des transformateurs, qui nous disent où ils ont besoin de producteurs. Nous ne pouvons pas renchérir la logistique du lait, au risque de voir diminuer les suppléments des agriculteurs.

Votre collaboration avec Coop vous donne-t-elle une meilleure position pour négocier avec Migros?

La production sous label est volontaire. Notre tâche est de fixer les quantités et les primes et non le prix du marché. Dans le cas du lait, il peut par exemple fortement varier en fonction de sa valorisation. Mais

en écoulant davantage, nous pouvons réduire les frais de logistique et de transformation. Cela nous donne une plus grande marge de manœuvre pour la prime. Ce n'est pas une lutte entre les grands distributeurs.

Vous projetez, avec Migros, d'offrir des céréales de culture sans herbicides d'ici 2023.

Oui, les agriculteurs IP-Suisse produisent depuis longtemps sans fongicides, insecticides ni raccourcisseurs de tige. En 2017, nous avons lancé avec Migros le projet de blé sans herbicides. En 2018, Fredy Hiestand a rejoint le projet, qui s'annonce comme un défi. Nous avons lancé deux projets de recherche pour étudier la réalité sur le terrain. wy

IP Suisse veut restaurer l'environnement

Qu'est-ce que cela rapporte à nos paysans d'adhérer à l'IP-Suisse et à ses programmes de préservation de la santé animale et de protection de l'environnement. Éclairage.

ANNA AZNAOUR. Plus l'humain avec ses industries envahira la nature, c'est-à-dire l'habitat des animaux, et plus cela le rendra malade lui-même. C'est la morale d'une recherche publiée en août 2020 dans Nature, revue scientifique de référence, dont les auteurs britanniques se sont basés sur l'analyse de près de 7000 écosystèmes étudiés à travers toute la planète. Un constat que les paysans helvétiques n'ont pas attendu pour créer, il y a plus de trente ans, IP-Suisse, marque de certification des produits agricoles. Depuis, elle garantit le respect de l'environnement et de sa biodiversité par ses producteurs certifiés, censés être rétribués financièrement de leurs efforts. Pourtant, cette même organisation juge les initiatives populaires relatives à l'eau potable, au bien-être animal et à l'interdiction d'usage des pesticides trop radicales.



Derrière sa coccinelle, IP-Suisse regroupe quelque 18 500 paysans du pays dont 2500 en Romandie avec Jacques Demierre à leur tête.»

Extrémisme écologique

«Aujourd'hui, les discours ont changé, et l'écologie est sur toutes les lèvres. Le problème, c'est

que l'on veut tout et tout de suite», souligne Jacques Demierre, responsable d'IP-Suisse pour

la Romandie. «D'où l'émergence de revendications extrémistes comme l'antispécisme, ou

encore le 100 % bio sans compromis. Or, elles ne font que conduire le monde agricole dans une impasse. On a tendance à oublier qu'aussi bien la nature que les producteurs ont besoin d'un temps d'adaptation», poursuit-il.

Pourtant, des efforts de transition, son organisme en a une palette. Parmi eux, PestiRed, le projet-pilote qui vise la production de six cultures différentes par participant avec un taux d'herbicide de synthèse nettement réduit. Financé par l'Office fédéral de l'agriculture, l'IP-Suisse, Fenaco et Nestlé, il est testé, depuis déjà une année, sous le contrôle scientifique de l'Agroscope et avec le soutien des services d'agriculture cantonaux, de Proconseil Sàrl et d'AgriVulg Sàrl. Plus de 70 agriculteurs repartis sur trois cantons – Genève, Vaud et Soleure – y participent. L'objectif de cette recherche exploratoire est d'étudier sur un laps de temps total de huit ans les effets de la réduction à 75 % de l'utilisation des pesticides chimiques de synthèse sur des cultures bien définies. Le tout en fixant l'éventuelle baisse de rendement pour chaque exploitant à 10 % maximum. En cas de pertes qui dépasseraient les 20 %, l'agriculteur pourrait être indemnisé grâce à un fonds de risque qui viendrait s'ajouter à sa rétribution annuelle de participation, qui s'élève à 6000 francs. Pour mesurer l'impact de cette expérimentation agricole sur une superficie minimale d'un hectare, les producteurs cultivent une parcelle dite «innovante» sans produits phytosanitaires et une seconde, appelée «témoin», avec. La rotation des cultures est un impératif qui, si elle pose quelques problèmes d'adaptation à certains, est globalement bien acceptée par l'ensemble des adhérents à l'étude.

Vivement intéressé par cette initiative, Migros a déjà signé un contrat cadre avec l'IP-Suisse jusqu'en 2028 qui concerne la production, dès 2023, de 85 000 tonnes de blé panifiable sans pesticides par ses agriculteurs-membres. En plus de la prime actuelle, cet accord prévoit une deuxième prime de 10 francs pour 100 kg. Des denrées qui pourraient s'inscrire parmi les victoires commerciales d'IP-Suisse.

Exit soja

«Depuis l'introduction de l'IP-Suisse pour le lait, nous avons une évolution constante de la demande. Cette augmentation du volume de lait s'est accompagnée, tout naturellement, par le nombre croissant d'agriculteurs qui ont rejoint notre programme», se réjouit Jacques

Demierre. D'ailleurs, le partenariat «lait des prés» en 2017 avec Cailler a eu des conséquences positives aussi bien sur le bien-être des vaches que sur leur espérance de vie, sans oublier notre environnement. Son principe s'appuie sur le postulat selon lequel il faut une production laitière basée essentiellement sur les herbages produits sur l'exploitation même. Pour ce faire, un catalogue de mesures a été développé, visant non seulement à promouvoir les herbages dans la ration alimentaire des vaches laitières mais également la suppression du soja de leur alimentation. Ce dernier, moins cher que d'autres compléments alimentaires protéinés, était le changement qui a demandé le plus d'adaptation aux agriculteurs. «Nous avons remplacé le soja par, entre autres, la luzerne, le tourteau de lin, plus coûteux, mais aussi par le tourteau de colza, moins coûteux mais dont la protéine est aussi moins disponible», rapporte Vincent Maudonnet, le président des producteurs de lait Cailler.

Lancé par IP-SUISSE, ce programme a séduit également Nestlé, l'un des plus importants acheteurs du lait du pays. En Suisse romande, ce sont quelque 47 agriculteurs labélisés IP-Suisse, et dont les exploitations se trouvent dans un rayon de 30 kilomètres autour de la chocolaterie Cailler, qui contribuent à cette révolution douce. Un choix écologique qui par ailleurs rapporte à ses auteurs les points IP-Suisse si recherchés. Ainsi, 5 centimes par kilo de «lait des prés» sont offerts en prime label aux producteurs qui leur a rapporté en 2019, au total, plus de 2,5 millions de francs. Nouveaux partenariats sont en cours d'élaboration avec Coop.

La récompense chiffrée

Certes, tout le monde est pour le climat et le respect de la nature. En théorie. Mais, lorsque cela coûte en temps et en argent, une récompense s'impose pour maintenir intacte la motivation d'agir au quotidien. Chez IP-Suisse, cela se chiffre par des points obtenus qui se répercutent sur le prix de vente des produits agricoles ou actions certifiés. Efficace donc, ce système créé en 2008 a comme visée la protection de la biodiversité. D'après les chiffres pour l'année 2019, la moyenne du nombre de points, en hausse, était de 24. Quant à la prime relative aux bonnes récoltes de céréales respectueuses de la nature, son total s'élevait à 7,7 millions de francs.

redaktion@alimentaonline.ch

Mittelweg in Richtung Ökologie

«Die Ökologie ist heute in aller Munde», sagt Jacques Demierre, Geschäftsführer von IP-Suisse in der Romandie. «Das Problem ist, dass manche alles wollen und zwar sofort.» Extreme Forderungen wie diejenigen der Trinkwasser- und Pestizidverbot-Initiativen führten die Landwirtschaft in eine Sackgasse. «Wir neigen dazu, zu vergessen, dass die Natur, aber auch die Produzenten Zeit brauchen, um sich anzupassen.»

IP-Suisse hat eine ganze Reihe von Projekten, die den Übergang in eine ökologische Zukunft anvisieren. Zum Beispiel PestiRed, ein Pilotprojekt, bei dem sechs verschiedene Nutzpflanzen mit deutlich weniger chemisch-synthetischen Herbiziden produziert werden. Über 70 Landwirte aus den Kantonen Genf, Waadt und Solothurn nehmen daran teil. Während acht Jahren wird untersucht, wie sich die Reduktion des Einsatzes von chemisch-synthetischen Pestiziden um 75 Prozent auf den Ertrag auswirkt. Ziel ist eine maximale Ertragsreduktion von 10 Prozent, bei Verlusten von über 20 Prozent werden die Produzenten über die Teilnahmegebühr von 6000 Franken hinaus aus einem Reservefonds entschädigt. Zum Vergleich wird jeweils eine «innovative» Parzelle ohne jeden Pflanzenschutz und eine «Kontrollparzelle» mit Pflanzenschutz angelegt.

An Cailler in Broc liefert die IP-Suisse seit 2017 «Wiesenmilch» für die Schokoladenproduktion. Die Schokolade wird mit dem IP-Suisse-Käfer gekennzeichnet. 47 Produzenten im Umkreis von 30 Kilometern um die Fabrik produzieren die Milch und erhalten dafür eine Prämie von 5 Rp/kg. Dabei erhalten die Kühe regelmässigen Auslauf und werden im Wesentlichen durch Grünlandfutter ernährt, das möglichst auf dem eigenen Landwirtschaftsbetrieb wachsen soll. Die grösste Änderung, das Verbot der günstigen Soja, war für die Produzenten die grösste Herausforderung. Man habe Soja durch Luzerne, durch Leinsamenkuchen und Rapskuchen ersetzt, sagt Vincent Maudonnet, der Präsident der Cailler-Milchproduzenten. aa